

Mes lieutenants très déprimés, eux aussi, déclarent, malgré mes protestations, qu'ils se solidarisent avec moi.

Faldini, directeur du service médical, qui était présent, se joint à nous.

Nous nous rendons aussitôt au siège de la Communauté pour faire part de notre décision.

M. Borgel et son aéropage protestent, nous affirment que nous exagérons, que nous sommes trop excités.

Cette appréciation me fait exploser.

Je déchaîne ma colère contre ces sénateurs, sages, trop sages même, qui pontifient dans leur bureau pendant que nous nous débattons dans une atmosphère infernale.

J'exprime ma rancœur en des paroles dures, agressives.

Je les regretterai ensuite, mais j'ai perdu le contrôle de mes nerfs.

Nous quittons la salle en claquant les portes.

Je rentre alors à mon domicile, résolu à ne plus penser à rien, à retrouver mon équilibre en jouant avec mes enfants.

En route un boutiquier m'interpelle pour me signaler qu'une femme vient de me jeter quelque chose dans le dos.

J'ôte mon pardessus. Il est plein de poux.

La femme crie. Son fils est un rallé qui vient d'être ramené de Zaghouan.

Assez ! Assez !

16 Janvier

La nouvelle de ma démission a couru la ville et y fait un grand bruit.

Personne ne veut que je parte et tous se cramponnent à mes basques.

A la porte de ma maison, dans la rue, des hommes, des femmes m'interpellent en suppliant.

— « Ne nous abandonnez pas ».

— « Qui s'occupera de nos enfants ? »

Sont-ce les mêmes qui m'ont houspillé la veille ?
Je ne saurais le dire.

M. Borgel me fait demander une entrevue.

J'émetts la prétention puérile d'exiger qu'il vienne en mon cabinet, refusant obstinément de me rendre à la Communauté.

L'entrevue a lieu vers 11 heures.

Le Président fait appel à ma loyauté, à mon dévouement à notre cause.

Il m'expose les conséquences désastreuses que pourraient avoir ma défection et celle de mes collaborateurs.

C'est l'acte de sabotage, le déchaînement du colonel Rauff.

Nous avons encore cinquante otages en prison. Ils risquent de payer et, avec eux, toute la population.

Je me sens faiblir. Ma colère est passée. Je réalise.

Je pose des conditions.

Je ne reprendrai mon poste qu'à la condition de faire une tentative hasardeuse, désespérée, pour arrêter toute nouvelle exigence des Boches.

J'ai l'intuition que je réussirai.

Si j'échoue, je maintiendrai ma démission à n'importe quel prix.

M. Borgel s'incline mais demande à m'accompagner.

Par l'entremise de l'interprète une audience est demandée au colonel Rauff pour communication urgente et importante.

Elle est accordée pour 14 heures.

Le colonel Rauff n'a pas daigné interrompre ses hutes occupations et nous fait recevoir par le com-

mandant Zaewecke et le capitaine Pohl, délégués aux questions juives.

Sans aucun préliminaire je passe directement à l'attaque.

J'expose que jusqu'à ce jour nous avons satisfait aux dures exigences des autorités allemandes, accomplissant une tâche pour laquelle nous n'étions ni qualifiés ni préparés.

J'ai pour habitude de prendre mes responsabilités et d'accepter les risques qui en découlent.

Je ne suis plus en mesure de continuer à fournir des travailleurs à la cadence qui nous est imposée.

La population est à bout de souffle et a donné le maximum.

Il est inutile et inhumain de convoquer de nouvelles classes. Nous n'obtiendrions que des hommes au-dessus de trente trois ans, chargés de famille et qu'une vie sédentaire a rendus inaptes aux travaux de force.

J'ai besoin des quelques hommes encore disponibles pour relever les travailleurs malades ou fatigués.

Je ne fournirai pas les 300 travailleurs demandés pour le surlendemain.

Je revendique pour moi seul les conséquences de ma décision et je me mets à la disposition des autorités allemandes.

Je propose de rejoindre le camp de Bizerte.

Le commandant est visiblement surpris par ma déclaration.

— « Savez-vous ce que vous risquez ? »

— « Parfaitement ».

— « Que proposez-vous ? »

Je demande alors que le recrutement soit suspendu pour une durée de deux mois afin de me permettre de remettre de l'ordre dans les camps, de convoquer ou faire venir les récalcitrants des classes appelées, afin d'organiser une relève.

— « Vous aurez demain la réponse du colonel ». Nous quittons la Kommandantur assez perplexes.

• • •

A notre retour nous sommes avisés que, pour mettre fin aux actes de brigandage, les quartiers juifs seront rigoureusement interdits aux militaires de tous grades des armées allemandes et italiennes.

La Communauté devra tracer le périmètre de la zone interdite et faire éditer des affiches.

Bon résultat.

Mais que sera demain ?

17 Janvier

C'est dimanche aujourd'hui.

Les S.S. font connaître qu'ils ne viendront pas.

Nous n'aurons pas de réponse.

Dans les bureaux de la Communauté les commentaires sont animés.

Les uns approuvent ma détermination, d'autres la discutent.

Je sens sur les épaules le poids d'une écrasante responsabilité.

Nous ne livrerons pas un homme demain matin.

Les dés sont jetés.

18 Janvier..

Heure décisive. Zaewecke et son acolyte arrivent à la Communauté.

Ils parlent avec indifférence de questions sans importance : cas d'exemption, format des affiches pour le ghetto, précisions sur des adresses.

Ils prennent plaisir à prolonger notre angoisse.

Je m'efforce d'être impassible.

En fin de séance, le commandant me regarde et dit négligemment :

— « Pour ce qui concerne votre demande, vous